

Cérémonie de remise du Prix-Guizot 2010

à

Edouard BALLADUR

pour son ouvrage

« **Le pouvoir ne se partage pas**, conversations avec François Mitterrand »

vendredi 22 octobre 2010

au Val-Richer à Saint-Ouen-le-Pin

discours de Madame Anne d'ORNANO

Président du Conseil général du Calvados

« Je voudrais, écrivait Guizot, que le Val-Richer devint célèbre du fait de fleurs par le luxe des roses ou des dahlias, du fait de fruits par l'excellence des cerises et des pommes. » Mais n'en déplaise à Guizot, ce ne sont pas les couleurs des fleurs ni le parfum des fruits, même si, du printemps à l'automne elles enchantent les belles saisons qui ont rendu célèbre ce domaine dont il avait voulu faire un havre de paix. Car, au Val-Richer, il voulait surtout que fussent cultivés l'amour d'une famille, l'amitié des proches, le goût pour l'instruction, les débats d'idées, la méditation et la quête spirituelle... Et depuis, c'est bien la chaleur de l'accueil réservé au visiteur qui fait la renommée du Val-Richer. On y est reçu avec une bienveillance et un empressement inégalables. C'est pour cela que je franchis toujours avec bonheur le seuil de cette belle maison, si pleine des souvenirs de François Guizot, de sa famille et de leurs hôtes et que j'ai, comme j'en suis certaine tous ceux qui sont ici, un réel plaisir à me retrouver régulièrement, à la saison des pommes, dans cette riche et somptueuse bibliothèque pour la cérémonie de remise du prix Guizot.

Cette fois-ci, pour moi, ce plaisir s'accompagne d'un petit pincement au coeur, presque déjà de la nostalgie. En effet, c'est la dernière fois que je me joins à vous en ma qualité de Président du Conseil général du Calvados. Depuis bientôt 20 ans, les électeurs du canton de Trouville m'accordent fidèlement leur confiance pour les représenter au Conseil général ; je leur en suis très reconnaissante. Depuis presque 20 ans, mes collègues m'ont confié, élection après élection, la charge de présider l'assemblée départementale ; j'en tire une grande fierté. Mais le temps est venu où je me dois de passer le témoin et, je l'ai déjà annoncé clairement, je ne solliciterai pas le renouvellement de mon mandat de Président en mars prochain. Ce n'est pas, Monsieur le Premier Ministre, seulement la perspective de « l'évaporation » des départements qui me pousse dans cette voie mais, aussi, la sagesse du temps qui passe qui m'y encourage.

Il y a 17 ans déjà, c'était le 24 septembre 1993 - nous étions réunis dans cette même pièce, si pleine encore de l'âme de son illustre créateur, pour signer la convention pour la création du prix Guizot. Je m'engageais alors au nom du département - et la clause de compétence générale que dans la réforme des collectivités les départements vont très probablement perdre - m'autorisait à le faire, à soutenir l'action de l'association Guizot-Val-Richer. Association qui, en hommage à Guizot et dans la voie qu'avait tracée l'homme d'Etat, souhaitait favoriser les travaux historiques et l'étude du monde contemporain, ainsi que leur diffusion, en récompensant une œuvre récemment publiée ou diffusée, accessible à un large public. Il me semblait en effet qu'il convenait de délivrer du purgatoire dans lequel l'histoire l'avait un peu reclus, l'un des hommes politiques les plus importants du Calvados, homme d'action, brillant historien, écrivain fécond, observateur fin et

analyste subtil des institutions et des mœurs politiques de son temps. Il me semblait judicieux et important de distinguer les femmes et les hommes qui par leurs travaux, leurs recherches et leurs réflexions essaient d'aider nos contemporains à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons.

Depuis cette date, neuf lauréats - vous êtes le neuvième, M. le Premier Ministre - ont été honorés de ce prix, sur proposition d'un jury composé de personnalités éminentes sous la présidence, d'abord, du regretté François Furet, dont je salue la mémoire, qui avait bien voulu participer ainsi à la création et au lancement de ce prix, puis de Jean-Claude Casanova qui a accepté, après la brusque disparition de son ami, de reprendre le flambeau. Je tiens à les remercier sincèrement, ainsi que tous les membres du jury. Ils ont su donner au Prix Guizot son identité et nous donner l'opportunité d'approfondir notre réflexion sur le pouvoir, le libéralisme, l'Europe, la violence, l'homme face à une société en constante évolution.

Mona Osouf, avec « Les aveux du roman, le XIXème siècle entre ancien régime et révolution », et Alain Finkielkraut, avec « Nous autres modernes », nous ont entraînés dans une réflexion sur l'évolution des mentalités, sur la place de l'individu face à ses repères sociaux changeants et sur le rôle de l'intellectuel dans nos sociétés aux mutations de plus en plus rapides.

« L'Histoire est pleine de haines, de cruelles horreurs, écrivez vous M. le Premier Ministre, la mémoire de l'Histoire permet un examen de conscience qu'elle impose comme un devoir constant : quel travers de l'âme explique le passé, comment s'en corriger ? » demandez-vous. Je crois que

cette question, ici, a été longuement explorée. Pierre Milza avec sa biographie probablement définitive de « Mussolini », Simon Leys, à travers son remarquable travail sur la Chine de Mao et sa description de cette formidable et criminelle manipulation que fut la révolution culturelle, à travers aussi la navrante mésaventure des « naufragés du Batavia » tombés sous la coupe d'un tyranneau sanguinaire, nous ont montré des exemples extrêmes de pouvoir totalitaire. Ils ont démonté pour nous le mécanisme de la prise de pouvoir. Ils ont analysé aussi les débordements qui suivent parfois - trop souvent - l'accès aux pleins pouvoirs et qui ont conduit à travers les âges, et malheureusement tout au long du terrible XXème siècle, à des crimes et des abominations qui nous semblent, avec le recul, incompréhensibles mais dont les graines peuvent, malheureusement, peut-être, simplement connaître des périodes d'hibernation. Après Pierre Milza et Simon Leys, Arlette Jouana s'est attachée à nous montrer pourquoi et comment peuvent se déclencher de tels débordements de cruauté en tentant de comprendre comment est arrivé le massacre de la Saint-Barthélémy et quelles en furent toutes les conséquences.

Et quand de telles tragédies éclatent, comment les arrêter ? Vous avez été vous-même confronté à cette dramatique situation quand à nos portes, en Europe, la haine et la violence déchiraient la Bosnie ; quand - lointaines séquelles de nos vieilles luttes coloniales - le Rwanda s'ensanglantait d'un immonde génocide. L'on a pu juger frileuse l'attitude de la France. Mais que faire ? Le contexte politique international, les intérêts du pays et la confusion de la cohabitation invitaient à la prudence ne laissant qu'une étroite marge de manœuvre et une place restreinte aux interventions de nos forces armées et des organisations humanitaires, permettant à peine de limiter les dégâts.

Vous êtes donc la neuvième personnalité à recevoir le prix Guizot. Votre ouvrage « Le pouvoir ne se partage pas, conversations avec François Mitterrand » a déjà été distingué par le prix Aujourd'hui. Vous y tenez une chronique de cette période de cohabitation, pendant laquelle vous étiez le chef du Gouvernement. Ce témoignage est précieux et il est utile pour la compréhension de cette page de notre histoire. Bien au-delà de la confrontation entre deux personnes au caractère fort, dans un contexte dont Simone Veil - qui fut membre de votre Gouvernement - dit qu'il est « le régime le plus stérile que l'on puisse imaginer », vous y relatez vos échanges avec le Président de la République, rongé par la maladie à laquelle il faisait face avec courage. Vous brossez le portrait à la fois sensible et agacé d'un homme complexe mais d'une grande richesse, aux facettes multiples et dont les paradoxes et les traits de caractère étaient sans doute accusés par la souffrance et la conscience claire qu'il avait de l'approche de l'échéance fatale.

Votre témoignage est aussi très précieux en ce qu'il nous fait approcher la réalité et le quotidien du jeu politique au plus haut niveau de l'Etat et éclaire d'une lumière forcément crue, sans filtre, l'exercice du pouvoir.

Votre ouvrage laisse transparaître quelque amertume, voire de nettes désillusions, quant aux hommes de pouvoir et à leurs motivations profondes. Vous affirmez « qu'il y a bien des raisons qui conduisent à vouloir conquérir le pouvoir » : pour jouir des satisfactions qu'il procure ; pour être sur le devant de la scène ; pour avoir le sentiment d'être plus vivant parce que plus

fort ; pour agir sur le cours de l'Histoire ; pour prendre rang parmi les grands hommes ; pour l'espoir de se survivre à soi-même.

Je pense cependant, comme vous, qu'il peut, heureusement, y avoir d'autres mobiles, d'autres ambitions, guidés par la générosité et l'idéalisme, même si à ces nobles motivations peut se mêler une dose plus ou moins grande d'ambition personnelle et d'égoïsme. Eric Roussel nous en avait présenté un exemple extraordinaire dans sa remarquable monographie consacrée à Jean Monnet, personnage complexe lui aussi, dont on connaît la carrière étonnante et le rôle déterminant dans la pose des premières pierres de la construction de l'Europe.

Il est assez rare qu'un homme - ou une femme - politique livre sans fard comme vous l'avez fait ses observations et ses sentiments sur le pouvoir. Le titre de votre ouvrage, « Le pouvoir ne se partage pas » est bien sûr provocateur. On attendrait cette affirmation péremptoire de la part d'un autocrate avéré. Ce que vous n'êtes pas. Il est vrai que pour faire passer ses idées et mettre en œuvre les actions, les réformes et la politique que l'on pense nécessaires, on peut rêver d'en assumer toutes les responsabilités, d'avoir en mains tous les leviers. Nos démocraties ne le permettent pas. On peut parfois le regretter au nom de l'efficacité et de la réactivité. Mais qui peut prétendre maîtriser seul (même en étant bien entouré) le fonctionnement de nos sociétés si complexes, le moteur de nos économies mondialisées et de plus en plus interdépendantes, les emballements des marchés financiers volatiles, dévoreurs et amoraux qui pour un peu prétendraient remplacer nos démocraties et trouver la réponse adéquate à la somme des problèmes posés ? Comment légitimer de nos jours un pouvoir sans partage ? Dans les faits,

toujours - du moins dans les régimes démocratiques - le pouvoir est partagé. Et nos institutions sont d'ailleurs garantes de ce partage.

« Tout l'art de la politique, déplorez-vous, consiste à plaire afin d'être choisi, puis maintenu en place. » Il est vrai qu'en démocratie on ne peut gouverner sans appuis ni contre l'opinion. Cela se traduit trop souvent par un manque de courage, par un refus des initiatives, par le cynisme ou par la démagogie et - peut-être pire encore - le populisme. C'est l'une des perversions du système qui tend à faire le lit de la passivité au lieu d'une dynamique de projet, à privilégier la défense des avantages acquis et du profit immédiat au détriment d'un intérêt général bien compris. François Furet considérait qu'il n'y a pas de déterminisme en histoire et renvoyait à la responsabilité des individus dans leurs choix et dans le déroulement des événements. C'est un point de vue qui m'a semblé commun à l'ensemble des auteurs et chercheurs lauréats du prix Guizot. Il nous faut donc réapprendre le courage : le courage moral, le courage civique, le courage politique !

Je crois pouvoir dire, pour ma part, à travers ma modeste expérience en tant que maire et en tant que Président du Conseil général, expérience qui m'a amenée à fréquenter et côtoyer tant de maires, de conseillers municipaux, et de conseillers généraux, que le cynisme et l'ambition ne sont pas le lot commun des élus de la France. Je peux garantir qu'ils assument avec beaucoup de générosité et d'abnégation le rôle qui est le leur, qui n'est pas toujours facile, au service de leur commune, de leur canton, de leurs administrés. Ils forment à mon sens le socle de notre démocratie qu'ils irriguent de la diversité de leur expérience, de leur connaissance directe de leur territoire, de leur sens du devoir et de l'intérêt général.

Je sais le rôle irremplaçable du département. Je connais l'implication de mes collègues conseillers généraux et celle de l'ensemble de nos collaborateurs. Vous faites le constat que la politique est devenue un métier, avec les inconvénients que cela implique. Je le déplore également et je crains que cela n'aille en s'aggravant. Pour ma part, j'apprécie beaucoup d'avoir auprès de moi au Conseil général un agriculteur, un vétérinaire, une infirmière, un médecin, un enseignant, un chef d'entreprise, un commerçant, une mère de famille... croyez-vous qu'il leur sera encore possible de combiner leur activité à celle d'un conseiller territorial, conseiller général le matin, conseiller régional l'après-midi ? Combien faudrait-il de fonctionnaires (quels que soient leurs qualités, leurs compétences et leur dévouement), et à quel coût, pour accomplir les multiples missions dont s'acquittent généreusement auprès de la population, bénévolement ou quasi bénévolement, avec une disponibilité constante les élus locaux de nos villes de nos villages et de nos territoires ? Je ne suis pas du tout hostile, bien entendu, à une évolution de notre organisation territoriale, mais je suis fort soucieuse de ne pas voir gaspiller cette richesse humaine dont notre pays peut s'enorgueillir et de ne pas décourager en les méprisant les bonnes volontés. Ce serait une menace pour la démocratie et pour la République, peut-être pas celle des très hautes sphères ou des très grandes villes, mais celle de tous les jours, celles des petits chemins et de la porte à côté, celle, aussi, des plus fragiles d'entre nous.

Vous en avez fait l'expérience vous-même, Monsieur le Premier Ministre: « Il y a en politique beaucoup moins de cynisme qu'on ne le croit, bien plus de dévouement désintéressé et de conviction. »

Jacques Krynen écrivait en conclusion de l'ouvrage qui lui valut le prix Guizot que « l'étude de l'amour comme vertu politique reste à faire. » Pour ma part, je peux affirmer que la plus grande des vertus en politique comme dans la vie c'est certainement d'aimer « les gens ».

Je suis très heureuse, Chère Madame Coste, et fière que le Conseil général du Calvados ait pu aider l'association François Guizot-Val-Richer que vous présidez, à mettre en place et à promouvoir ce prix. Qu'ils soient encore une fois félicités et remerciés pour cette action. Je vous fais confiance, comme je fais confiance aux membres du jury, à Jean-Claude Casanova et aux lauréats, pour ancrer encore mieux la notoriété du prix Guizot et pour lui permettre de gagner la place qui doit être la sienne dans le panel des prix d'audience internationale et lui donner ainsi toute sa valeur et sa pleine signification.

Je suis heureuse aussi que le dernier des prix Guizot auquel je participe en temps que Présidente du Conseil général (mais en espérant bien revenir en temps que conseiller général d'un canton voisin) soit remis à un homme pour lequel j'ai, une vieille et fidèle amitié « Les vraies amitiés sont comme les bons vins, elles gagnent en vieillissant », écrivait Guizot - qui paraît-il ne connaissait rien au vin - à Amélie Lenormant l'une de ses plus anciennes amies, et pour lequel j'ai aussi une réelle admiration de la manière dont il a su, dans les conditions particulièrement difficiles de la cohabitation, redresser les finances de la France et le plus profond respect pour son action d'homme politique, pour son regard d'homme libre et pour son talent d'écrivain.

Bravo donc, Cher Edouard pour ce très beau neuvième prix Guizot...